



Paris, le 18 mars 2014

*Membre d'honneur
le Dalai-Lama*

Madame Christiane Taubira
Garde des Sceaux
Ministère de la Justice
13 Place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

LETTRE OUVERTE

Madame la Ministre,

Vous êtes une femme de tête, moi aussi, j'espère qu'on pourra se comprendre et s'entendre car l'injustice m'insupporte et elle est flagrante aujourd'hui. Les opposants à la torture animale sont violemment attaqués par le lobby gouvernemental pro corrida, avec à sa tête Manuel Valls, qui tente par tous les moyens de priver les citoyens de leur droit de manifester.

S'il faut saisir la cour européenne des Droits de l'Homme, je le ferai, mais j'espère avant cela pouvoir compter sur votre intervention afin que la Justice française ne soit plus manipulée et orientée par un aficionado catalan qui prétend, par ailleurs, avoir le pouvoir d'empêcher tout débat démocratique en bloquant les initiatives parlementaires visant à abolir la corrida.

Le 24 août 2013, une action citoyenne et pacifique a été organisée à Rion-des-Landes pour tenter d'empêcher la torture et la mise à mort de taureaux dans les arènes de la ville. Les courageux militants ont subi des violences inimaginables, certains ont été hospitalisés, l'un a même dû être héliporté vers Bordeaux, plongé dans un coma après un terrible choc cérébral.

L'action était pacifique puisqu'il s'agissait de former une chaîne humaine au milieu de la piste afin d'empêcher les toreros d'exercer des sévices graves et actes de cruauté sur animaux (définition de la corrida dans le Code pénal). Malheureusement, les barbares ont pu accomplir leur boucherie à ciel ouvert, sous les applaudissements de quelques pervers.

Ce 24 mars, doivent être jugés au Tribunal Correctionnel de Dax Jean-Pierre Garrigues, Président du CRAC Europe, et Christophe Marie, mon bras droit et Porte-parole de ma Fondation. Nous sommes informés, seulement maintenant, de cette procédure expéditive et à charge alors que nous n'avons aucune pièce du dossier pénal.

Les opposants à la torture tauromachique sont traités comme des terroristes, suivis par la section « extrémismes, violents et analyse transverse » de la police judiciaire... Tout cela n'est pas seulement ridicule, c'est absolument scandaleux, insultant et injuste !

.../...

FONDATION BRIGITTE BARDOT

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE PAR DÉCRET EN DATE DU 21 FÉVRIER 1992

28, rue Vineuse - 75116 Paris - France • Tél. 01 45 05 14 60 • Fax 01 45 05 14 80 • CCP Paris 662 05T

ffb@fondationbrigittebardot.fr www.fondationbrigittebardot.fr



C'est d'autant plus révoltant qu'il y a 3 ans maintenant, des citoyens ont mené le même type d'action à Rodilhan et se sont fait lyncher, de l'aveu même du maire de la ville, par des aficionados d'une violence extrême. Ces brutes ont arraché les sous-vêtements d'une jeune fille, ils ont cogné à coups de poings, de pieds, les militants enchaînés au sol, bien incapables de se défendre (voir DVD joint), pourtant, ces brutes identifiées n'ont toujours pas été jugées... Y aurait-il deux poids, deux mesures dans la Justice française ?

Madame la Ministre, il y a plus de 50 ans je me suis élevée, seule, contre les terroristes de l'OAS en dénonçant publiquement leur racket, leur chantage et menaces de mort pour ne pas « vivre dans un pays nazi »... Aujourd'hui encore, je ne veux pas vivre dans un pays où les opposants à la barbarie, à la violence, seraient menacés d'emprisonnement par la seule volonté d'un ministre qui, à une autre époque avec une telle politique totalitaire, aurait sûrement envoyé Emile Zola et Victor Hugo au cachot !

Cette lettre est un appel car on ne peut pas, on ne doit pas, tolérer l'intolérable. Je compte sur votre écoute, sur votre appui, je sais que Manuel Valls veut « casser » le mouvement anti corrida en France, mais son acharnement aveugle ne fera que mobiliser davantage contre cette barbarie qui doit être abolie.

J'aimerais que vous receviez mon collaborateur injustement poursuivi, ainsi que Jean-Pierre Garrigues, tous deux sont investis dans la lutte contre la barbarie, ils devraient être encouragés pour cela et en aucun cas se voir condamnés.

J'ai honte de ce que la France devient, honte de voir la déclaration universelle des Droits de l'Homme ouvertement bafouée dans mon pays.

Madame la Ministre, j'espère que vous entendrez cet appel et que vous apporterez votre soutien à ceux qui agissent pour rendre ce monde moins cruel, moins barbare, vous en avez le pouvoir...

Avec tout mon espoir,

Bien à vous

Brigitte Bardot
Présidente